

Stasi en blouse blanche

Les médecins sont-ils opportunistes ou s'adaptent-ils mieux aux dictatures que les autres groupes professionnels? L'on peut en effet se demander pourquoi le pourcentage de collaborateurs inofficiels du Ministère de la Sécurité d'Etat (MfS) de la République démocratique allemande (RDA) était beaucoup plus élevé parmi les médecins que dans la population en général. Une étude publiée par l'Institut Hanna Arendt pour la recherche sur le totalitarisme* a évalué 493 dossiers des anciens services de la sécurité d'Etat en les étayant par 21 entretiens avec les informateurs concernés [1].

Le droit des citoyens à recevoir des soins de santé gratuits était l'un des principaux acquis sociaux de la RDA. Sa valeur politique en était d'autant plus élevée que responsables du parti et dirigeants ne pouvaient l'abolir – malgré des ressources économiques allant en s'amenuisant – sans perte de prestige. En 1973, l'idéologie de l'Etat définissait le «médecin socialiste» comme une personnalité de haut rang, socialement importante, de conscience humaniste, dotée d'un sens élevé du devoir et des responsabilités, dévouée et se distinguant par un mode de vie socialiste exemplaire. Mais parallèlement à cela, la direction du parti se méfia dès le début de ce groupe professionnel bourgeois cultivé et de sa conscience de classe. Les difficultés auxquelles l'économie planifiée était confrontée en matière d'approvisionnement en médicaments et en appareils, l'état de délabrement de nombreux bâtiments et les problèmes d'hygiène qui en découlaient ainsi que la détérioration constante du climat de travail ont poussé de nombreux médecins à la fuite ou à l'exil. Bien que ces manques fussent connus, toute critique du système était automatiquement taxée de «pensée et attitude petite-bourgeoises» et entraînait une surveillance rapprochée, des contrôles et un endoctrinement. Rogner sur les prestations sociales restait inconcevable pour les fonctionnaires, et ce même dans les années 80 lorsque l'économie du pays menaçait de s'effondrer. Un informateur ne devait pas être membre du parti, mais il devait occuper une position clé, avoir une résistance élevée au stress, se comporter correctement et faire preuve de loyauté politique. Compte tenu des rares places d'étude en médecine humaine, les étudiants étaient plus facilement disposés à col-

laborer. Toutes les disciplines médicales étaient représentées, mais les étudiants en psychiatrie et en médecine du sport étaient les plus nombreux. 169 d'entre eux occupèrent une fonction dirigeante en tant que directeurs et recteurs médicaux, responsables de clinique ou d'institutions, médecins-chefs, médecins de district ou d'arrondissement. Ces derniers étaient en premier lieu chargés de surveiller leurs confrères, puis les étrangers, patients, proches et connaissances, étudiants, cercles ecclésiastiques et sportifs, soldats, membres du parti et prisonniers. La violation de l'obligation de garder le secret par la transmission du contenu de la consultation et du dossier médical, la rédaction d'expertises ou l'évaluation de collaborateurs étaient souvent récompensées par des avantages matériels ou des privilèges. L'activité médicale était particulièrement utile à la Stasi qui pouvait ainsi avoir accès à la vie privée non seulement du simple citoyen, mais aussi des fonctionnaires, des sportifs d'élite, des membres de l'armée et de la police. Renoncer à cette activité inofficielle était possible, mais cela signifiait prendre des risques et bien peu savaient qu'au final il ne leur en coûterait rien. Seule une minorité d'entre eux se vit retirer l'autorisation de pratiquer, fut emprisonnée ou sanctionnée par d'autres mesures disciplinaires. L'étude souligne en outre que de nombreux dirigeants purent tirer profit de la concurrence et des fréquentes querelles qui existaient entre les médecins au sein de la hiérarchie.

Sept pour cent des 493 médecins-collaborateurs quittèrent le pays jusqu'en 1989 ou trouvèrent refuge en RFA. Tous purent reprendre leur activité sans encombre après la chute du mur, certains obtinrent des postes lucratifs et d'autres s'engagèrent en politique professionnelle. Leur passé en tant que collaborateurs inofficiels n'a fait l'objet d'aucune vérification. Contrairement aux enseignants et/ou aux employés de l'Etat, leurs fautes – engendrant parfois de graves conséquences – n'eurent aucune incidence personnelle. L'auteur de l'étude, le Dr Francesca Weil, a demandé à 103 des 493 personnes concernées de lui accorder un entretien confidentiel, mais seules 24 réagirent et 5 refusèrent. Dans ce domaine aussi, la honte et la culpabilité ne semblent pas monnaie courante.

Erhard Taverna

* Hannah-Arendt-Institut, Technische Universität, Helmholtzstrasse 6, D-01069 Dresden, www.hait.tu-dresden.de

1 Weil F. Zielgruppe Ärzteschaft. Ärzte als inoffizielle Mitarbeiter des Ministeriums für Staatssicherheit der DDR. Göttingen: V&R unipress; 2008. 308 pages.